

Observatoire de l'emploi des entrepreneurs Ile-de-France : 6 872 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi en 2021

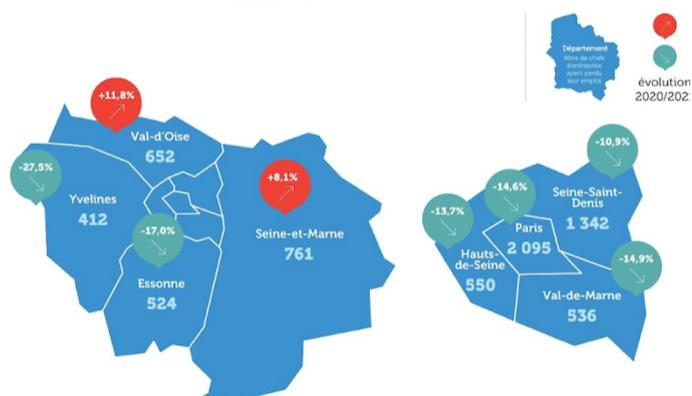
L'association GSC et la société Altares dévoilent la 6^{ème} édition de [l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs](#). En 2021, 6 872 femmes et hommes chefs d'entreprise ont perdu leur activité professionnelle en région Ile-de-France, une diminution de 10,9 % par rapport à l'année 2020.

- *Des aides qui ont permis d'amoindrir les effets de la crise et continuent de doper l'économie.*
- *Les chefs d'entreprise seniors (souvent expérimentés) restent les premiers touchés.*
- *L'observatoire 2021 est une radiographie de l'économie dont la guerre en Ukraine montrera d'autres points de vulnérabilité.*

Ile-de-France : région la plus impactée par le chômage des entrepreneurs

La majorité des départements de la région enregistre une diminution du nombre d'entrepreneurs en situation de perte d'emploi. Le département de Paris (2 095 dirigeants) représente à lui seul près d'un tiers des pertes d'emploi de la région malgré une baisse de 14,6 %.

La Seine-Saint-Denis est le second département le plus impacté : 1 342 chefs d'entreprise ont perdu leur activité professionnelle en 2021 (-10,9%).



412 chefs d'entreprise du département des Yvelines se sont également retrouvés en situation de chômage, soit une baisse de 27,5 %.

Dans trois départements, la baisse des dirigeants en situation de « chômage » est supérieure à 10 % : Essonne (524 dirigeants, - 17 %), Hauts-de-Seine (550 ; - 13,7 %) et Val-de-Marne (536 ; - 14,9 %).

Seuls deux départements enregistrent une hausse des chefs d'entreprise qui ont perdu leur activité professionnelle en 2021 : Seine-et-Marne (761 dirigeants, + 8,1 %) et Val-d'Oise (652 ; + 11,8 %).

Pour Anthony Streicher, Président de l'association GSC : « *Le soutien de l'Etat continue de produire ses effets pour aider les entreprises à maintenir la tête hors de l'eau. Nous n'avons pas été confrontés au raz-de-marée des faillites redouté. Néanmoins, les chefs d'entreprise devront faire face à de nouvelles menaces, conséquences de la guerre en Ukraine et il convient d'être particulièrement prudent pour l'avenir. En 2021, ce sont près de 30 000 femmes et hommes chefs d'entreprise qui ont perdu leur emploi au niveau national et 6 872 en région Ile-de-France. Pour l'immense majorité d'entre eux, sans filet de sécurité. Et c'est un véritable drame, lorsque ces derniers viennent trop tardivement demander de l'aide et nous disent « si j'avais su » !* ».

Pour Frédéric Barth, Directeur Général d'Altares : « Après un recul historique de 8 % du PIB 2020, la croissance française signait en 2021 son meilleur chiffre (+7 %) depuis plus de 50 ans. L'entrepreneuriat établissait un nouveau record avec près d'un million de nouvelles entreprises pendant que les défaillances tombaient sous le seuil de 30 000, pour atteindre leur plus bas niveau depuis 30 ans. »

Les chefs d'entreprise « seniors » particulièrement exposés

L'âge moyen des chefs d'entreprise impactés en région Ile-de-France est de 47,5 ans. La crise économique touche particulièrement des entrepreneurs pour lesquels le rebond professionnel sera plus difficile.

Cette population, dite de « seniors », est généralement installée dans une vie personnelle construite, avec des charges familiales et financières parfois importantes. Ce contexte personnel peut amplifier la pression et l'inquiétude en cas de perte d'emploi, et amener à prendre de mauvaises décisions.

« Si le chiffre d'affaires n'est pas au rendez-vous en 2022 pour certains chefs d'entreprise, le paiement des reports de cotisations sociales accordés pendant la crise du Covid-19 ou le début des remboursements des prêts PGE pourraient mener à des situations dramatiques. Notre devoir est de continuer à accompagner ces chefs d'entreprise et de les inviter à anticiper ces situations. »
explique Anthony Streicher, Président de l'association GSC.

Les entrepreneurs à la tête de petites structures de moins de 3 salariés, représentent près de 7 pertes d'emploi sur 10 dans la région en 2021.

Les chefs d'entreprise des secteurs de la construction et du commerce restent les plus impactés

Les entrepreneurs des secteurs de la construction (1 755) et du commerce (1 398) représentent à eux seuls près de la moitié des pertes d'emploi de la région. Les acteurs de l'immobilier subissent une hausse de 77,1 %, soit 248 dirigeants de la branche en situation de chômage en 2021 contre 140 en 2020.

Les dispositifs mis en place par l'Etat permettent aux secteurs liés à l'hébergement, à la restauration, et aux débits de boisson d'être en net recul en 2021 avec - 35,4 %. La fin des aides et les difficultés de pouvoir d'achat des Français nécessitent de rester prudent pour l'avenir du secteur.

Les difficultés sont également présentes dans le domaine du service : 1 306 entrepreneurs ont perdu leur emploi dans les services aux entreprises, malgré une baisse de 6,2 %.

Les chefs d'entreprise dans le domaine agricole apparaissent comme ceux ayant le moins bien résisté à la crise en région Ile-de-France. 15 professionnels ont perdu leur activité en 2021 (+ 25 % par rapport à 2020). Les éleveurs connaissent la plus forte progression (+ 200 %) et subissent la hausse des prix pour nourrir le bétail.

↗	Activités d'assurance et financières • 1,0 % • +14,3 %
↗	Agriculture • 0,2 % • +25,0 %
↘	Commerce • 20,3 % • -14,7 %
↗	Construction • 25,5 % • +3,4 %
↘	Hébergement, restauration, débits de boisson • 8,2 % • -35,4 %
↘	Industrie • 4,7 % • -11,8 %
↘	Information & communication • 5,5 % • -18,0 %
↘	Services aux entreprises • 19,0 % • -6,2 %
↘	Services aux particuliers • 4,1 % • -7,0 %
↘	Transport & logistique • 7,9 % • -4,4 %
↘	Autres activités • 3,4 % • -29,8 %
↘	Activité non connue • 0,2 % • -26,3 %

Méthodologie

Les données sont issues de l'analyse des entreprises, hors sociétés civiles et associations, placées directement, par conversion ou par résolution du plan en liquidation judiciaire par le Tribunal de Commerce ou Judiciaire. Ne sont pas intégrées les procédures de fermeture ou dissolution à l'amiable, de même que les révocations des mandataires sociaux.

A propos de l'association GSC

Depuis plus de 40 ans, l'association GSC se donne pour mission d'informer et de sensibiliser les chefs d'entreprise des risques de leur situation, et plus particulièrement la perte d'emploi.

La GSC est la réponse qu'ont élaborée les organisations patronales face au besoin de protection chômage des indépendants. L'association GSC est l'association qui a souscrit le contrat d'assurance de groupe GSC auprès d'un pool d'assureurs (Groupama, Allianz, Generali, SMABTP). Elle est administrée par le Medef, la CPME et l'U2P qui l'ont conçue en 1979. Elle veille aux intérêts des dirigeants affiliés au régime. La gestion du régime a été confiée à Groupama – GAN Assurances.

A propos d'Altare

Expert de l'information sur les entreprises, Altare collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data. Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altare se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 440 millions d'entreprises dans 220 pays.

Association GSC

Léa Cauchi - Agence CorioLink
lea.cauchi@coriolink.com - 06 24 96 84 31